

# Pétrole et manne pétrolière : un obstacle à la démocratie ?

Nous savions déjà que le pétrole et la manne pétrolière produisent le syndrome hollandais, cette maladie qui inhibe l'effort productif, l'investissement et favorise le recours facile à l'importation pour la satisfaction des besoins nationaux dans les divers domaines. Est-ce que le pétrole est aussi un voile, un écran de fumée contre tout programme d'ouverture démocratique ? Est-ce que la manne pétrolière permet de taire toute velléité de démocratie en achetant la fameuse «paix sociale» et en corrompant les plus farouches opposants politiques ?

Nous pensons quant à nous que le mal ne vient pas du pétrole ou de quelque autre richesse naturelle mais bien plutôt de ce que les hommes veulent bien en faire. Il serait trop facile de dédouaner les hommes politiques en charge des affaires de l'Etat et de la nation en accusant de malédiction la dotation d'un pays en richesses minières qui sont, en fait, un atout considérable pour qui veut réussir l'aventure du développement économique de son pays.

Nous examinons, ici, les relations entre régime politique et gestion de la manne pétrolière.

Une récente étude de sciences politiques menée sous l'égide de la Banque mondiale a mis en évidence les liens dialectiques entre les régimes politiques et les différentes utilisations qu'ils font des recettes pétrolières en soulignant que «les traditions politiques déterminent l'utilisation des recettes pétrolières et celles-ci à leur tour influent sur les systèmes politiques des pays exportateurs de pétrole». Cette étude a mis en évidence cinq groupes de pays exportateurs de pétrole, selon le régime politique et l'utilisation qu'il fait de la manne pétrolière.

- 1- Le régime de démocratie mature.
- 2- Le régime de démocratie factionnelle.
- 3- Le régime d'autocratie réformiste.
- 4- Le régime d'autocratie prédatrice.
- 5- Le régime d'autocratie paternaliste.

## 1 Les démocraties matures

Ce régime politique se caractérise par un système de partis stables, des institutions élues solides et une politique gouvernementale appuyée par un large consensus social. La stabilité politique et la responsabilité institutionnelle encouragent les décideurs à penser à long terme. Ici, les administrations publiques sont compétentes. La gestion économique est prudente.

te. L'épargne est importante, les dépenses publiques sont efficaces, l'Etat assure des coûts de transaction peu élevés (minimum de bureaucratie).

L'Etat-providence avec protection sociale et transferts sociaux fonctionne dans la transparence.

Le secteur privé est solide, compétitif et exportateur de biens manufacturés.

Pour résumer, ces démocraties matures que la Norvège représente parfaitement gèrent la manne pétrolière dans une perspective de développement à long terme et dans un cadre transparent et en garantissant la cohésion sociale.

## 2- Les régimes de démocratie factionnelle

Ici les partis politiques sont souvent faibles et formés autour de dirigeants charismatiques, les institutions élues sont fragiles et il n'est pas rare de voir l'armée intervenir dans la vie politique. La prépondérance d'un parti unique sous-entend des institutions théoriquement démocratiques. Le rendement économique des dépenses publiques est souvent faible. Les élites bureaucratiques et politiques, les syndicats du secteur public et l'armée réussissent souvent à obtenir que des dépenses publiques leur soient directement allouées.

La volatilité des recettes pétrolières entraîne une alternance d'expansion et de récessions économiques.

La gestion des ressources est court-termiste, le rôle de l'Etat dans la production est important, il y a instabilité et non-transparence de l'action gouvernementale, le secteur privé non pétrolier est politiquement faible. Il y a de vastes disparités sociales et absence de consensus, les citoyens reçoivent des subsides par le biais des transferts sociaux, l'épargne est faible. Le Venezuela est le prototype de ce régime. Le régime politique qui y fonctionne explique l'utilisation qui est faite de la manne pétrolière. De son côté, cette manne pétrolière explique l'existence de ce type de régime politique.

## 3- Le régime d'autocratie réformiste

Le pouvoir des autocraties réformistes ne repose pas sur une large base démocratique. Elles tirent leur légitimité de leur succès dans la lutte contre la pauvreté et leur option pour le développement économique national grâce à des investissements

productifs, des investissements sociaux et la croissance économique. L'action des pouvoirs publics s'inscrit dans le long terme. (On peut noter dès à présent que ces caractéristiques rappellent l'Algérie boumediéniste). Les autocraties réformistes mettent en place des élites technocratiques compétentes et apolitiques. Le gouvernement est stable et il y a un consensus social autour du développement. L'action gouvernementale reste cependant non transparente. L'investissement public est important, financé par la manne pétrolière, les dépenses sont gérées prudemment et centralement (monopole de l'Etat sur le commerce extérieur). Les Etats utilisent souvent les recettes pétrolières à des fins productives cherchant à stimuler la croissance économique. Des objectifs de stabilité macro-économique, d'amélioration de la situation des pauvres, d'amélioration des infrastructures économiques sont fixés à la politique économique (les résultats obtenus ne sont pas toujours probants certainement à cause de l'absence de démocratie, de transparence et de consensus social).

L'Indonésie de Suharto illustre ce régime politico-pétrolier (tout comme l'Algérie de Boumediène).

## 4- Les autocraties prédatrices

Ici, l'autorité n'est fondée ni sur un large soutien de l'opinion publique, ni sur des résultats économiques mais sur le pouvoir militaire et l'appui d'une élite minoritaire. Le pouvoir de l'Etat n'est pas limité et l'exploitation des ressources pétrolières se fait au bénéfice de «l'élite». Régimes non transparents et corrompus, ils ne se soucient guère de faire bénéficier la population de la manne pétrolière. L'infrastructure économique demeure sous-développée et le service public déficient. La croissance économique stagne.

Les régimes militaires qui se sont succédé au Nigeria sont un exemple d'autocratie prédatrice : avec non transparence de l'action gouvernementale, des coûts de transaction élevés (lourde bureaucratie) ; pas d'épargne ; consommation publique très élevée ; corruption et fuite de capitaux.

## 5. Les régimes d'autocratie paternaliste

Les gouvernements fondent leur légitimité sur l'autorité traditionnelle et religieuse. Cette légitimité se fonde aussi sur la

mobilisation d'importantes ressources pétrolières dont une partie est utilisée pour l'amélioration des niveaux de vie d'une population généralement peu nombreuse. Ces gouvernements sont stables durant de longues périodes. Les dépenses publiques sont importantes et sont orientées vers la réalisation d'infrastructures luxueuses, des subventions, un niveau élevé d'emploi public dans des administrations aux effectifs pléthoriques. L'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis et les petits Etats du Golfe relèvent de ces régimes. Le rôle économique de l'Etat est important, l'économie y est peu diversifiée ; de solides intérêts se constituent autour des dépenses publiques. L'action gouvernementale est non transparente. A long terme, l'importance des dépenses publiques les rend insoutenables car directement liées aux ressources pétrolières.

Pour conclure, on peut souligner que ce que l'étude appelle les «autocraties réformistes» (et qui rappellent le régime politique qui domine en Algérie depuis le début des années 70) sont capables de concevoir et appliquer des politiques de développement qu'ils inscrivent dans le long terme. Mais elles restent caractérisées aussi par leur résistance à la transparence et la tendance d'une facilité à financer les dépenses publiques par le pétrole et à légitimer de cette manière l'Etat. Ces régimes politiques ont à régler la question de la gestion budgétaire qui doit être prudente et transparente. De même devront-ils gérer les incertitudes en se couvrant davantage. Enfin, devront-ils aider le secteur privé à s'impliquer dans les grands projets ainsi qu'à mieux cibler sur les pauvres les importants transferts sociaux accordés.

A. B.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail : [info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Quelques rappels avant le lâcher d'avions !

Solidarité internationale avec le peuple libyen. La Bulgarie va envoyer sur place des...

... infirmières !

Il est vrai qu'il y a urgence à dire urgemment «sauvons d'urgence le peuple de Libye». Mais que le peuple libyen massacré m'excuse un petit chouïa si, aujourd'hui, j'associe à son drame quelques gouttes de sang algérien versées il y a quelques heures à peine dans la capitale algérienne et non à Tripoli ou Benghazi. Des matraques de la police algérienne se sont abattues violemment sur des crânes d'Algériennes et d'Algériens universitaires en plein jour. Sans même les caméras d'Al Jazeera pour rendre compte de ce massacre à huis clos d'étudiants. Au cas où certains n'auraient pas très bien saisi, je répète. Des escouades de flics portant l'uniforme de la police algérienne, avec l'écusson frappé du drapeau vert, blanc ceints par le croissant et l'étoile rouges, ont battu à terre des filles et des garçons venus tenir sit-in pacifique devant un ministère. Pour l'heure, je ne dispose pas d'informations sur d'éventuels mercenaires africains qui auraient pu être envoyés en renfort à Ben-Aknoun pour casser de l'étudiant. Mais il semble que les nôtres n'ont pas encore besoin de renforts de ce genre. Ils font le boulot tout seuls, comme des grands. Rien ne dit que des avions ne seront pas envoyés demain ou après-demain pour écraser, cramer les universitaires s'il venait à l'esprit de ces derniers de revenir manifester là. Mais je m'écarte

aucune éventualité. Pourquoi devrais-je affubler le seul Kadhafi du titre de «fou», de «chtarbé» et épargner celui qui ordonne à des molosses de faire couler du sang de jeunes Algériens sur le parvis d'un ministère du savoir supérieur ? Pourquoi diable l'un serait plus fou ou moins fou que l'autre ? J'ai d'ailleurs lu et relu cette déclaration d'un jeune étudiant en sciences vétérinaires qui, le front ensanglanté, les mains encore sur sa plaie crânienne, balbutie à un confrère : «Même un animal, on n'a pas le droit de le traiter ainsi !» Sauf à être profondément pervers, il n'y a pas d'étalonnage de la dictature selon que l'on tire au RPG-7 sur la foule ou que l'on ordonne de matraquer une étudiante au sol. Il n'y a qu'une seule étiquette à apposer sur les deux commanditaires de tels actes : DICTATEURS ! Libres aux épiciers et aux apothicaires de voir là-bas un peu plus de dictature qu'ici. Cette entreprise de labellisation du massacre des peuples m'insupporte, car elle introduit une donnée mortelle, une nuance funeste : tant que Abdekka ne fait éclater que quelques coutures du cuir chevelu, voire quelques millimètres du crâne d'un député de l'opposition, il ne serait pas encore éligible au grade de dictateur, et ne peut ainsi prétendre à la bannière «Aâdjel», «Urgent» sur le bandeau défilant d'Al Jazeera. Le genre de distinguo idiot et assassin qui te fait te réveiller un bon matin au bruit fracassant des avions de chasse survolant la cité des Asphodèles et sur le point de larguer leurs munitions sur des étudiants en agronomie ou en physique cantique. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.